

Ville de
GOURNAY-SUR-MARNE
(Seine-Saint-Denis)



Cabinet du Maire

Monsieur Georges-François LECLERC
Préfet de Seine-Saint-Denis
PRÉFECTURE
1 Esplanade Jean-Moulin
93000 BOBIGNY

Gournay-sur-Marne, le 10 janvier 2020

N. réf. : ES/GP/CG/2020/001

Monsieur le Préfet,

Par courrier du 17 décembre 2019, qui faisait suite à notre entretien du 4 décembre 2019, je souhaitais obtenir de vos services une réponse écrite quant à leur positionnement sur la légalité des instructions des autorisations d'urbanisme à Gournay-sur-Marne en zone inondable - le respect du PPRI ne garantissant plus à lui seul la sécurité des habitants selon le juge administratif.

Je me permets de réitérer ma demande, sachant que pour le moment les instructions sont suspendues dans l'attente du positionnement de vos services sur notre situation particulière.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma plus haute considération.

Le Maire,
Éric SCHLEGEL



Copie : Courrier du 17/12/2019

Ville de
GOURNAY-SUR-MARNE
(Seine-Saint-Denis)



Cabinet du Maire

Monsieur Georges-François LECLERC
Préfet de Seine-Saint-Denis
PRÉFECTURE
1 Esplanade Jean-Moulin
93000 BOBIGNY

Gournay-sur-Marne, le 17 décembre 2019

N. réf. : ES/GP/CG/2019/094

Monsieur le Préfet,

Je fais suite à notre entretien de lundi 9 décembre concernant le jugement du 20 novembre 2019 annulant un permis de construire sur la base de l'article R111-2 du Code de l'Urbanisme. J'ai compris qu'il nous avait été conseillé de considérer ce jugement comme un jugement d'espèce, applicable uniquement au cas particulier dont il était question, et de ne pas en faire un jugement de principe s'érigeant en "dogme" sur toute la zone inondable de Gournay-sur-Marne.

Je vous serais donc très reconnaissant de bien vouloir nous confirmer par retour de courrier le positionnement des services de l'État.

En effet, s'agissant d'un jugement qui reconnaît expressément que l'application pure et simple du PPRI n'est pas suffisante pour garantir la sécurité des habitants, il me paraît important, pour sécuriser à l'avenir nos instructions et rassurer nos concitoyens, que les services de l'État puissent par écrit donner leur vision de l'affaire : si les projets conformes au PPRI (avec la réserve sur l'accès en zone orange) garantissent bien la sécurité des personnes selon eux et devraient continuer d'être validés en contrôle de légalité.

J'ai bien conscience qu'un tel écrit ne liera pas, à l'avenir, le juge dont l'interprétation est souveraine, sous réserve de pourvois en Cassation. Mais cela permettra de donner une ligne de conduite plus sécurisante à nos services instructeurs, puisque désormais avec ce jugement, le seul respect du PPRI ne s'avère plus suffisant pour garantir la légalité d'un permis.

Dans cette attente, veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de notre plus haute considération.

Le Maire,
Éric SCHLEGEL

